

Éditorial

La célébration du cinquantième anniversaire du CODESRIA en 2023 nous donne l'occasion de magnifier le rôle influent de l'organisation dans l'orientation de la réflexion collective sur la condition de l'Afrique, dont ce numéro spécial (NS) porte le sceau. Précédemment, le Conseil a publié des interventions ciblées similaires conçues pour aborder les défis contemporains en Afrique, dans le but de situer l'institution comme un acteur majeur de la production de connaissances dans l'histoire contemporaine de l'Afrique.

Ce numéro spécial examine les crises multiformes qui affectent le Sahel, en s'appuyant sur les idées de chercheurs africains qui s'intéressent de près à la région et à ses populations. Leurs contributions fournissent des perspectives indispensables et convaincantes sur une situation complexe, tout en soulignant le rôle essentiel de la production de connaissances dans l'élaboration des futurs africains.

En partageant ces diverses réflexions, il nous vient à l'esprit une recherche majeure ayant bénéficié du soutien du Conseil et dont les conclusions éclairent les troubles actuels d'une manière qui aurait dû nous préparer au scénario qui se déroule sous nos yeux dans le Sahel. Dans une publication pionnière parue dans la série de livres du CODESRIA en 1998, intitulée *Les militaires et le militarisme en Afrique*, Eboe Hutchful et Abdoulaye Bathily ont identifié une situation d'ambiguïté persistante qui a prévalu dans les nations africaines. L'ambiguïté réside dans les opportunités et les dangers concomitants qui accompagnent les périodes de transition prolongées. Ces transitions sont caractérisées à la fois par des tendances autoritaires et des ouvertures sporadiques à la démocratie. Non seulement cette étude fondamentale nécessite une actualisation, mais surtout elle souligne l'importance cruciale d'une approche comparative dans le contexte mondial actuel, marqué par une résurgence du militarisme, en particulier en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. La crise de confiance dans le modèle démocratique libéral est un phénomène mondial qui a été associé à la montée des mouvements populistes, à l'essor de l'extrême droite en Europe et ailleurs, et à la radicalisation des politiques xénophobes et anti-migrants dans le Nord global.

Dans ce paysage complexe, l'analyse des sciences sociales et la production de connaissances ont un rôle crucial à jouer. Bien que les chercheurs africains aient été parfois absents des grands débats de politiques en raison de la destruction des universités et des institutions de recherche, leur implication est aujourd'hui plus importante que jamais.

Avec son histoire riche et ses cultures diverses, la complexité de la région du Sahel défie toute catégorisation simpliste. Quand bien même la dynamique entre les sphères militaire et civile a évolué de manière inégale sur le continent, dans la région de l'Afrique de l'Ouest en particulier, les coups d'État récurrents ont largement façonné le paysage politique. Les militaires ont souvent opéré en parallèle avec les autorités civiles, brouillant les frontières entre ces entités.

La crise du Sahel souligne également l'importance des institutions régionales dans la résolution des conflits et l'avancement de la démocratie en Afrique. Dans l'ensemble, les incohérences des politiques et le déficit de confiance entre les agences concernées ont entraîné une détérioration de la politique sécuritaire au Sahel. L'absence d'une stratégie claire et coordonnée reflète les fondements incertains de l'engagement mutuel. Dans ce contexte, la diversification des partenariats de sécurité devient une critique de la coopération conventionnelle en matière de sécurité, en particulier de l'inefficacité de la norme antiterroriste.

Bien que la sécurité soit la question politique la plus urgente du moment, il est crucial de reconnaître la manière dont elle s'imbrique dans des questions plus larges, telles que la gouvernance politique, la gouvernance des ressources, la gouvernance de la mobilité régionale et, plus généralement, une approche fragmentée de la « démocratie » en tant qu'enjeu transversal. Même si une réforme est nécessaire, elle est souvent reléguée au second plan par rapport à la gestion immédiate de la crise. Les coups d'État récurrents ne sont cependant pas symptomatiques ; ils sont la manifestation d'un problème systémique qui est enraciné dans la nature même du pacte post-colonial. C'est pourquoi le fait de considérer les coups d'État récents comme « bons » ou « mauvais » ne permet pas d'approfondir l'analyse de ce qui se passe dans la région.

Compte tenu de ce qui précède, la crise actuelle nous rappelle brutalement que le chemin de la démocratie en Afrique post-coloniale reste imprécis et manifestement insoluble. De même, la question de la construction d'une nation dans des sociétés plurielles reste un vaste chantier. Bien que les coups d'État donnent l'impression d'ouvrir la voie à des modèles de gouvernance alternatifs, la transition vers de tels modèles est un processus difficile, en particulier à court et à moyen terme. Les réformes devraient privilégier la souveraineté africaine sur les procédures politiques nationales, conjuguée à la mise en place d'un modèle approprié pour une politique participative et inclusive, à tout le moins.

Alors que l'ampleur des retombées de la guerre en Ukraine et de la guerre de représailles israélienne contre les Palestiniens n'est pas encore parfaitement comprise, les prémisses d'un monde plus belliqueux et plus instable sont en train d'être posées. Compte tenu de la proximité géographique de l'Afrique et de ses liens historiques étroits avec le Moyen-Orient, ainsi que des liens politiques continus de ses pays du nord avec cette région, l'Afrique est vulnérable aux turbulences dans cette partie du monde. Les inquiétudes concernant une éventuelle résurgence des griefs qui ont donné lieu au printemps arabe ne sont pas sans rapport avec la crise actuelle au Sahel. On se souvient que les bouleversements actuels au Sahel sont le corollaire

direct du soulèvement de 2011. La destitution du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, soutenue par la France et l'OTAN, et le démantèlement de l'État libyen qui s'en est suivi ont entraîné une prolifération des armes et des factions terroristes dans toute la région. C'est un rappel puissant que le chemin de la paix peut être ardu, mais qu'il vaut la peine d'être pris par-dessus tout.

Pour le CODESRIA, les développements dans la région renforcent la nécessité d'investir des énergies intellectuelles dans l'élaboration d'une perspective panafricaine des défis de la démocratisation que nous avons connus jusqu'à présent et de disséminer les leçons apprises dans toutes les régions du continent. En 2024, nous prévoyons une série de réunions stimulantes, étayées par une documentation rigoureuse des multiples contextes dans lesquels de nouveaux militarismes émergent. Certaines de ces réunions comporteront une composante politique majeure, non seulement pour tirer des leçons politiques à la fin du processus de recherche, mais aussi pour mieux comprendre les processus politiques. Comme le laisse penser l'exemple du rôle des acteurs régionaux cité plus haut, un environnement politique qui n'est pas en phase avec des connaissances soigneusement réfléchies conduit à la catastrophe. Le CODESRIA est prêt à aider à faire en sorte que la connaissance et le processus politique soient en phase sur cette question.

Godwin R. Murunga

Secrétaire exécutif

CODESRIA

&

Amy Niang

Administratrice principale de programme

CODESRIA